

LETTRE D'EUROPE

Le Soir

Chaque semaine, « Le Soir » ainsi que ses partenaires de Lena publient une chronique européenne depuis Paris, Berlin, Madrid, Rome, Genève ou Bruxelles, rédigée par l'un ou l'une des journalistes de ces quotidiens.

L'Union européenne ou le rêve néolibéral devenu réalité

Dominique Berns est journaliste au *Soir* depuis 1995. Attaché à la rubrique économie, il couvre plus particulièrement les sujets liés à la finance, au budget et à la macro-économie.



Pourquoi diable faudrait-il prendre la peine de lire un article académique rédigé à la veille de la Seconde Guerre mondiale par un économiste et philosophe né dans la capitale de l'Empire austro-hongrois à la fin du XIX^e siècle et décédé il y a 25 ans ?

Parce qu'en 1939, vivant alors à Londres – et devenu citoyen britannique – Friedrich Hayek a fourni une analyse des plus lucides d'un futur qu'il n'osait peut-être imaginer – lui qui dénoncera, quelques années plus tard, la route de la servitude (comprenez : l'étatisation croissante de nos sociétés) – mais qui est notre présent, à nous Européens du XXI^e siècle.

Le philosophe Philippe Van Parijs le démontrait brillamment lors d'une conférence à l'Institut européen de Florence à l'automne dernier. Sa « leçon », disponible sur le web (en anglais), vient d'être publiée, sous la forme d'un petit livre, en Italie : *La trappola di Hayek e il destino dell'Europa* (1).

Dans un article au titre austère – *Les conditions économiques du fédéralisme interétatique* – Hayek plaidait pour une fédération européenne, qui permettrait d'assurer la paix entre les Nations, mais aussi d'imposer son utopie (néo)libérale et de laisser le champ libre à l'ordre spontané du marché.

D'une part, parce que la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes – devenues les « quatre libertés » de l'UE – sur un marché unique priverait les Etats de la capacité d'intervenir dans le fonctionnement de l'économie, de mener des politiques industrielle, fiscale, sociale, redistributive...

D'autre part, parce que cette limitation

de la souveraineté nationale ne pourrait être « compensée » ou remplacée par une capacité d'action collective au niveau de la fédération, en raison des différences économiques entre les Etats membres et de l'absence d'un sentiment d'appartenance à un même « peuple. »

« *Un employé de la City sera-t-il prêt à payer plus pour ses souliers et son vélo pour aider les travailleurs belges ?* », demandait Hayek. Une question, à ses yeux, purement rhétorique. Et, de fait, le « père du néolibéralisme » a eu, semble-t-il, plus de flair que les « pères fondateurs » de l'Europe.

Ainsi, on peut disserter sur l'harmonisation fiscale, mais c'est la concurrence qui prévaut. Et les beaux discours sur l'Europe sociale ne changent rien à la réalité. L'harmonisation, là aussi, tend vers le bas. Ainsi la Belgique a-t-elle assoupli la réglementation sur le travail de nuit

pour s'aligner sur la législation hollandaise, espérant récupérer une partie de l'e-commerce qui avait spontanément choisi de s'installer aux Pays-Bas.

Le temps presse. Bientôt, l'Union, incapable de corriger le développement inégal de ses régions, sera encore plus hétérogène

Cette dynamique (perverse) du fédéralisme interétatique est-elle inévitable ? Philippe Van Parijs ne veut pas le croire, qui met en garde contre un « Brexit soft », lequel, en conservant au Royaume-Uni l'accès entier au marché unique, lui permettrait de saboter de l'extérieur – par la dérégulation et la concurrence fiscale et sociale – toute volonté (que beaucoup jugeront aujourd'hui hypothétique) de reconquête du marché

par l'Etat.

Car si l'Union n'est pas néolibérale par accident, elle ne l'est pas non plus, assure-t-il, par essence. Elle est ce que nous, Européens, en ferons. Mais c'est ce « nous », justement, qu'il convient de faire advenir, si l'on veut une autre Europe. Un peuple européen, donc.

Il faut assurément une langue commune, une « lingua franca » – que Philippe Van Parijs imagine être l'anglais (et

pourquoi pas ?) – mais pas seulement. Il faudrait aussi construire un imaginaire commun et ces corps intermédiaires qui animent, dans nos pays, la dynamique démocratique.

Reste à voir sur quelles forces – et sur quels intérêts – les partisans d'une autre Europe pourraient s'appuyer pour sortir du « piège de Hayek », alors que les classes dirigeantes semblent décidées à profiter de la dynamique actuelle pour transformer le modèle européen.

Et surtout, le temps presse. Dans dix ou vingt ans, l'Union, incapable de corriger le développement inégal de ses régions, sera encore plus hétérogène ; son modèle social, loin de s'étendre aux nouveaux membres, aura régressé au sein des pays fondateurs ; et la capacité d'action des Etats, à défaut d'un réarmement fiscal, sera toujours plus réduite.

Même si les extrémistes et nationalistes sont, dans l'intervalle, tenus à distance du pouvoir (mais qui peut le jurer ?), aurons-nous alors encore la force et l'envie de sauver l'utopie européenne ? ■

DOMINIQUE BERNS

(1) Aux éditions Morcelliana. Un large extrait de la conférence a été publié, en anglais, sur le site www.socialeurope.eu, sous le titre « Thatcher's Plot - And How To Defeat It. »